



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires relatif aux installations
logistiques exploitées par la société THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC à BAZIEGE**

N°77

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 août 2009 délivré à la société LIDL SNC suite à sa demande d'autorisation d'exploiter une plateforme logistique à BAZIEGE ;

Vu le récépissé de la déclaration de changement d'exploitant du 3 février 2020 délivré au profit la société THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC ;

Vu le dossier, transmis par courrier du 6 avril 2023 par la société THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC, portant à la connaissance du préfet les travaux d'optimisation de sa plateforme logistique sur la commune de BAZIEGE ;

Vu le rapport et les propositions en date du 25 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis technique favorable du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne en date du 18 septembre 2024 ;

Considérant que les modifications présentées par la société THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC dans le dossier de porter-à-connaissance du 6 avril 2023 ne constituent pas des modifications substantielles des conditions d'exploitation ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de

l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de société THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC par courriel des 1^{er} juillet 2025 et 8 juillet 2025, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant l'absence de réponse de la société THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC, au terme du délai accordé, au projet d'arrêté préfectoral qui a été porté à sa connaissance ;

Sur proposition du chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

Art. 1^{er} : La société THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC, dont le siège social est situé 123, rue du Château à Boulogne-Billancourt (92 100), est autorisée, à compter de la notification du présent arrêté et sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BAZIEGE, les installations suivantes :

Art. 2 : Classement ICPE

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubriques	Désignation des activités	Volume de l'activité autorisé	Régime
1510 – 2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) : le volume total des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³	7 cellules de stockage : représentant un volume total de 315 506 m ³	E
1185-2a	Chlorofluorocarbures, halons et autres halogénés	1 500 L	D
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	15,2 m ³	D
2714	Déchets non dangereux de papiers, plastiques, bois, (transit) hors 2710, 2711	400 m ³	D
2910	Combustion	1,8 MW	D
2925	Charge d'accumulateurs	177,6 kW	D

Art. 3 : Arrêtés, circulaires, instructions applicables

L'article 1.7 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 est modifié comme suit :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
29/05/00	Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d') "
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
22/12/08	Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511
20/04/05	Arrêté du 20/04/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511
06/06/18	Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18)
03/08/18	Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

Art. 4 : Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 sont modifiées comme suit :

Cellule	Surface	Volume
F1	3 578 m ²	42 936 m ³
F2	2 451 m ²	29 412 m ³
C1	5 995 m ²	71 940 m ³
C2	3 680 m ²	44 160 m ³
C3 dont Zone chocolat et Zone aérosols	3 740 m ² 299 m ² 40 m ²	44 880 m ³
C4	5 269 m ²	63 228 m ³
Pool Palette	3 790 m ²	18 950 m ³

L'ensemble logistique comprend également des bureaux, une chaufferie et une installation d'extinction incendie automatique.

Les produits entreposés seront uniquement des produits alimentaires, produits de grande consommation pouvant être combustibles, mais ne présentant pas de risque particulier.

Les produits entreposés dans les cellules de stockages seront reçus et stockés emballés sur palettes. Il n'y aura pas de stockage en vrac.

Il n'est pas procédé à des opérations de transformation des produits dans les entrepôts ; les seules opérations réalisées étant des opérations de déconditionnement ou de picking en vue de la préparation des commandes et de l'expédition des produits.

Art. 5 : Implantation

Les dispositions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 sont remplacées par les suivantes :

Les parois extérieures de l'entrepôt sont implantées à une distance minimale de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.

Les stockages extérieurs (emballages, déchets, palette, etc.), les bennes ouvertes et les véhicules en stationnement doivent être situés à une distance d'au moins 10 mètres du bâtiment ou isolés par des murs REI 120.

Art. 6 : Compartimentage et aménagement du stockage

Le premier paragraphe de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 est modifié comme suit :

L'entrepôt est compartimenté en 7 cellules de stockage afin de limiter la quantité de

matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Art. 7 : La cellule dénommée « pool palette » est considérée comme installation existante conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

Art. 8 : Conditions de stockage de la cellule « Pool palettes »

L'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 est modifié comme suit :

La cellule « pool palettes » respecte les dispositions du point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié pour ce qui concerne les conditions de stockage.

Art. 9 : Installation de distribution de liquides inflammables (station-service)

L'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 est abrogé.

Art. 10 : Installation de réfrigération

L'article 8.6 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 est abrogé.

Art. 11 : Maîtrise des effets thermiques hors site

Afin d'empêcher que les effets thermiques, à effets létaux, sortent des limites de propriété, l'exploitant fait procéder à la réalisation d'un flocage coupe-feu deux heures (REI 120) de la façade ouest de la cellule F1 et d'une portion des façades nord et est de la cellule C4 sur toute la hauteur dans les deux mois suivant la date de parution du présent arrêté. Les justificatifs des caractéristiques de résistance au feu des parois, après flocage, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 12 : Aires de mise en station des moyens aériens

Une aire de mise en station des moyens aériens est disposée sur la façade principale du bâtiment « pool palettes ». Le positionnement de l'aire est soumis préalablement, à l'avis du SDIS 31. Une étude de flux thermiques démontrant l'absence d'effets supérieurs à 5 kW/m² sur cette aire, en cas d'incendie, est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Cette aire respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est d'un mètre minimum et de huit mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au

point 23 » de la présente annexe ;

- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Art. 13 : Documents d'urgence

Dans le but de permettre l'intervention des moyens de secours publics à l'intérieur du site, en tenant compte de la spécificité des installations et également des éventuels dangers qu'elles présentent pour les intervenants, l'exploitant doit détenir sur le site et à disposition des services de secours :

- le plan d'ensemble au 1/2000ème (ou échelle proche) mentionnant l'emplacement des points d'eau d'incendie existant dans le secteur, de l'aire d'aspiration ou de la réserve artificielle d'incendie implanté par l'exploitant ;
- le plan du site au 1/500ème (ou échelle proche) les bâtiments ou constructions de l'établissement avec mention des locaux les plus vulnérables et des locaux à risques particuliers. Ce plan fait apparaître les limites d'accès des moyens de secours hors arrêt total des installations, les organes de coupure des énergies actionnables par les secours publics afin de permettre leur intervention en toute sécurité, l'emplacement des moyens internes de secours et de lutte contre l'incendie ;
- le plan de défense Incendie prévu à l'achèvement des travaux. Ce plan doit être présenté à la mission risques industriels et technologiques du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Haute-Garonne pour avis ;
- les coordonnées des techniciens qualifiés d'astreintes chargés par l'exploitant de rejoindre le site dans les meilleurs délais en cas d'intervention des secours publics ;
- les procédures d'intervention et les règles de sécurité préconisées qui doivent être appliquées par les moyens de secours publics à l'intérieur du site.

Les documents sus-cités peuvent être réunis dans une boîte à plan avec ouverture par tricoises, à l'intérieur du site à proximité de l'accès principal de l'installation.

Art. 14 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 15 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 16 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

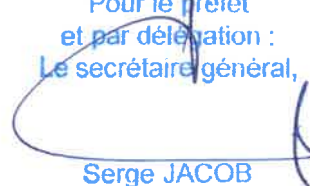
Art. 17 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de BAZIEGE et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de BAZIEGE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 18 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC sur la commune de BAZIEGE.

Fait à Toulouse, le 05 AOUT 2025

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

